

49346

DISTRIBUTION : LIMITE  
CEA/MULPOC/NIAMEY/V  
5 FEVRIER 1982

ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
CENTRE MULTINATIONAL DE PROGRAMMATION ET  
D'EXECUTION DE PROJETS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST  
(NIAMEY MULPOC)

5E REUNION DU COMITE DES EXPERTS 8-11 FEVRIER 1982 ET 5E REUNION  
DU CONSEIL DES MINISTRES 12-13 FEVRIER 1982 BANJUL (GAMBIE)

IMPLICATIONS DU PLAN D'ACTION DE LAGOS  
ET DE L'ACTE FINAL DE LAGOS POUR LE MULPOC DE NIAMEY  
STRATEGIE EN VUE DE L'ACCELERATION DE SON APPLICATION

1. The first part of the report  
describes the general situation  
of the country.

2. The second part of the report  
describes the situation in the  
different regions of the country.

3. The third part of the report  
describes the situation in the  
different regions of the country.

4. The fourth part of the report  
describes the situation in the  
different regions of the country.

IMPLICATIONS DU PLAN D'ACTION DE LAGOS ET DE L'ACTE FINAL  
FINAL DE LAGOS POUR LE MULPOC DE NIAMEY ; STRATEGIE POUR  
L'ACCELERATION EE SON APPLICATION

Le problème du développement des économies africaines actuelles est qu'il repose avant tout sur une base anormale. Les pays africains, de couvert avec plus de 120 pays du Tiers-Monde sont en train d'essayer d'exporter des quantités de plus en plus grandes d'une même catégorie de marchandise en direction des 15 à 25 pays dits développés. Cela pose à la fois un problème géographique et un problème lié au choix des produits. Ces difficultés n'ont ni été résorbées par la diversification des produits d'exportation - une mesure qui ne fait qu'accroître la tendance vers un surplus d'approvisionnement - ni par des programmes de stabilisation des produits de base qui ont successivement échoué dans leurs tentatives d'équilibrer les lois de l'offre et de la demande.

Historiquement, la voie et le rythme du développement de même que la croissance économique dans les pays actuellement appelés pays développés ou nouvellement industrialisés ont été avant tout un problème interne, avec des particuliers, des organismes et des gouvernements cherchant à déterminer et à expliciter des potentialités nationales. Même dans les pays dont les économies sont des économies d'exportation par excellence tel que le Japon, moins de 20 % de la production globale sont destinés à l'exportation. La dynamique de la croissance a été essentiellement engendrée par une impulsion de la demande intérieure - et le terme "économie de marché" veut véritablement dire économie de marché interne. En effet, que les économies soient des économies de marché ou des économies planifiées, la principale impulsion en faveur de la croissance et du développement a été la demande intérieure de biens et services.

A l'opposé, il semble que les responsables africains chargés d'élaborer les politiques et d'exécuter les plans sont portés à croire que l'expansion et la diversification de leur économie interne y compris la production de biens intermédiaires, la mise au pied d'industries de biens d'équipement, la diversification de la production pour faire face aux besoins de l'immense majorité des Africains, la création de liens inter-sectoriels et intra-sectoriels (une condition essentielle pour l'autocentrage), l'extension du marché de l'emploi et la réduction de la pauvreté, de l'immense majorité, etc., peuvent entièrement être réalisées en s'appuyant sur l'exportation d'un ou de deux produits de première nécessité en direction des pays développés.

Plus grave, aucun pays africain n'a pu, de son propre chef et sur la base de ses propres potentialités, influencer au cours des vingt ans qui ont suivi les indépendances, la structure dont dépendent les produits d'exportation.

En effet, la dépendance des cultures industrielles à l'égard de l'exportation semble avoir donné naissance à une fâcheuse mentalité avec pour étalon "le café", "le cacao", "le cuivre", etc., ce qui bouleverse la planification, la structure de la formation du capital réel, ainsi que la structure d'approvisionnement des facteurs de biens d'équipement. En plus, cela sert de base à une large présence d'intégration verticale dans les économies africaines.

Un autre élément qui préoccupe les responsables africains chargés d'élaborer les politiques et d'exécuter les plans, c'est la fixation des prix de certains produits particuliers destinés à l'exportation et le peu de place qu'occupent les exportations et des importations invisibles dans les échanges internationaux de leur pays au point que ces pays continuent à être ruinés sans s'en apercevoir, par les importations de services (banques, assurances, aviation civile, transport maritime, information, divertissement, éducation, services d'ingénieurs-conseils, etc.) sans excercer aucune surveillance ni aucun contrôle sur le volume ou le prix unitaire de ces importations.

Le problème qui se pose au MULPOC de Niamey est comment définir et exploiter le développement et la croissance économique potentielle du MULPOC de Niamey dans son ensemble.

Selon le Secrétariat de la CEA, la croissance économique veut dire : augmentation dans la production réelle des biens et services pour faire face aux besoins des populations. Cette définition qui sous-tend le Plan d'Action de Lagos, exigerait avant tout une croissance de plus en plus approfondie des potentialités aux ressources naturelles des pays qui constituent le MULPOC de Niamey ainsi que celle des matières premières qui pourraient être extraites à des fins de production. Cela nécessiterait en second lieu des capacités aux niveaux national et multinational en vue de déterminer les complémentarités pour ce qui touche aux matières premières destinées à la production. Troisièmement, cela demanderait la mise en oeuvre des moyens pour extraire ces ressources ainsi qu'une infrastructure pour le commerce intra-africain à des fins de production.

En plus des ressources naturelles et des matières premières d'une production diversifiée et élargie (pour faire face aux besoins de la grande majorité des Africains) le MULPOC de Niamey doit également se soucier de la fourniture de biens de production (initiative privée, main d'oeuvre spécialisée dans la gestion, la production, la recherche et le développement, la commercialisation, etc.) de biens d'équipement, de services institutionnels et la mise en place d'une infrastructure permettant à la production de répondre aux besoins des populations.

Le MULPOC doit s'intéresser aux problèmes de transformations des marchés nationaux étant donné que la majorité des populations

les. Où de nouvelles possibilités d'emploi et de production doivent être créées et où le secteur urbain fait aujourd'hui partie du système de production et de commercialisation des économies des pays développés.

Ce qu'il faut, par conséquent, c'est un ou des groupes de travail chargés de dresser le tableau de la situation actuelle des ressources naturelles et des matières premières, de leurs complémentarités, des échanges intra-MULPOC dans le domaine des matières premières industrielles, de la fourniture des biens de production nécessaires, de l'état des mesures de transformation des marchés nationaux.

[illegible]